

Page d'accueil

Actualités

Sondages

Vidéos

Elections

Dates

Portraits

Programmes



Programme de Debut La République

[Partis Politiques](#) > [Debout La République](#) > Programme

Le programme de Nicolas Dupont Aignan est accessible sur le site de son parti Debut La République sous la forme d'une liste de propositions. Voici un résumé des principales idées et propositions qui figurent au programme officiel du candidat à la Présidentielle 2012. Le programme a été scindé en différentes thématiques: Economie, sécurité, immigration, défense, éducation, santé...

[Annonces Google](#) [Sondages](#) [Bourse](#) [Le Bourse](#) [Bourse France](#)

Programme DLR: Idées - Propositions

Voici, classées par thématiques, les principales propositions ou idées directrices du programme de Debut La République pour la Présidentielle (et les Législatives) 2012:

Education

- Changement du rythme scolaire : allègement de l'emploi du temps et réduction du temps de vacances.
- Priorité donnée à la maîtrise des savoirs fondamentaux : lecture, écriture et calcul. Augmentation du nombre d'heures hebdomadaires consacrées au français dans le cycle élémentaire de 10 à 16 h. Dédoublement au maximum des classes de CP pour faciliter l'apprentissage de la lecture et limiter toute prise de retard.
- Rétablissement de l'autorité des enseignants en ce qui concerne l'orientation et les sanctions.
- Création d'environnements scolaires spécialisés, à vocation disciplinaire et éducative pour les élèves perturbateurs.
- Fin de la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Recrutement de 30 000 enseignants qui seront affectés là où c'est nécessaire.
- Augmentation du salaire des enseignants dans les zones difficiles.
- Remise en cause du pouvoir de la haute administration pédagogique.
- Soutien scolaire systématique pour les enfants en difficulté.
- Création d'un capital de formation utilisable tout au long de la vie pour les jeunes sortis tôt du système scolaire.
- Renforcement du partenariat entre école, université, et IUT.
- Augmentation progressive du budget de l'enseignement supérieur de façon à ce qu'il représente 2% du PIB dans 10 ans
- Réduction des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur et attribution de bourses au mérite.
- Sélection au mérite à l'entrée de l'université pour les filières qui ont des problèmes de débouchés.
- Gratuité des inscriptions aux concours pour les grandes écoles.

Chomage - Emploi

- Remplacement du RSA par le RMA (Revenu Minimum d'Activité), incluant l'obligation pour le bénéficiaire de travailler une journée par semaine pour une collectivité publique.
- Exonération de cotisations sociales pendant cinq ans pour le recrutement d'un chômeur de longue durée par une TPE (moins de 10 salariés).
- Mise en place d'un protectionnisme social et environnemental pour favoriser la relocalisation des entreprises en France.
- Diminution de moitié l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis sur le sol français pour les entreprises de moins de 250 salariés.
- Stimulation de l'embauche par la baisse des charges patronales.
- Développement de la formation continue.

Economie

- Sortie de la monnaie unique et passage à l'euro-franc pour améliorer la compétitivité et favoriser la production en France.
- Mise en place de droit de douane et de quotas face à la concurrence déloyale des pays asiatiques qui profitent d'une main-d'œuvre à bas coût.
- Etiquetage précis des produits vendus en France de manière à connaître la part du « fabriqué en France ».
- Obligation pour les administrations d'acheter français à qualité équivalente.
- Imposition de normes sanitaires et sociales pour les produits importés identiques à celles imposées aux produits français.
- Réorientation des aides de l'Etat dans le cadre du plan vers les secteurs d'avenir (énergies renouvelables, transports non polluants, recyclage, biotechnologies).
- Renforcement des pôles de compétitivité en associant public et privé, écoles d'ingénieurs, universités, organismes de recherche et industrie.
- Effort de recherche porté à 3 % du PIB. Revalorisation du métier de chercheur.
- Relance de la construction navale, valorisation de fonds marins (métaux précieux et rares, hydrocarbures).
- Développement des installations portuaires. Consolidation et renforcement de nos filières d'énergie

Demandez le programme...

Comparez les propositions des différentes forces politiques pour la gouvernance de la France. Quelles sont les grandes lignes directrices, les idées principales: [Les programmes](#)

Apprenez à Trader en Ligne

Pack de Formation Gratuit en Français

Aucune Expérience Requise

Faites le Pas

FINEXO

Découvrez le CFD Trading

Transparence, 0 valeur temps avec IG Markets
youtube.com/igmarketsfr

Annonces Google

Sondages Présidentielle 2012

La campagne électorale est lancée. L'échiquier politique est le théâtre de grandes manœuvres, de fines stratégies ou petits calculs... Suivez les tendances: [Sondages Présidentielle](#)

Suivez la campagne électorale sur...

Sondages-election.com

marine renouvelable (éolienne, hydro-éolienne et géothermie).

- Séparation des activités de banques d'affaires et de banques de dépôt.
- Développement d'un pôle bancaire de service public plus important autour de la Banque Postale, destiné au financement des entreprises.
- Baisse des charges pour les PME.
- Mise en place d'une taxe sur les bonus bancaires.
- Instauration d'une Taxe Tobin d'au moins 0,1 % sur toutes les transactions financières avec les États euro-péens volontaires.
- Salaire maximum limité à 36 fois le SMIC, pour les entreprises dans lesquelles l'État a une participation.
- Obligation pour les collectivités et établissements publics à réaliser un minimum de 25% de leurs achats auprès des PME/PMI Françaises.
- Introduction d'un tiers de représentants des salariés dans les Conseils d'Administration.
- Développement de l'actionariat salarié dans chaque entreprise avec à terme un objectif de 15 % du capital détenu par les salariés.
- Création d'un statut spécifique pour les sociétés qui veulent aller plus loin tout en encourageant l'économie mutualiste.
- Création à côté du CDD et du CDI d'un Contrat de Participation, qui intéressera directement le salarié aux bénéfices, en contrepartie d'un inves-tissement plus important dans les décisions de la vie de l'entreprise.

Fiscalite

- Réduction drastique des niches fiscales.
- Aligement de la fiscalité des revenus du capital sur celle des revenus du travail.
- Nouvelle tranche d'impôt sur le revenu à 50 % pour les revenus les plus élevés.
- Réforme de la fiscalité des grands groupes (fin de la loi Copé).
- Mise en place d'un "impôt de citoyenneté" perçu sur chaque Français qui réside à l'étranger.

Etat

li>Suspension de toutes les fermetures de services publics (Hôpitaux, bureaux de poste, trésoreries, écoles...)

- Création région par région d'un schéma directeur intégré de l'ensemble des services publics par le Ministère de l'Aménagement du Territoire.
- Retour de la poste dans le giron du service public.
- Coup d'arrêt au processus de libéralisation dans les domaines du transport ferro-viaire (en fusionnant RFF et la SNCF).
- Nationalisation des sociétés d'autoroute et reprise en main par l'Etat de la gestion des péages des autoroutes.
- Suppression progressive de tous les péages pour toutes les autoroutes « amorties ».
- Suppression de tous les radars situés dans des zones non dangereuses pour les placer dans des endroits moins rémunérateurs mais réellement accidentogènes.
- Interdiction de la vente d'alcool sur les autoroutes.
- Rétablissement du contrôle aux frontières de la France, afin de réduire de 50 % le nombre d'immigrants pour le prochain mandat (hors étudiants).
- Rétablissement du septennat présidentiel.
- Renforcement du contrôle du Parlement sur l'exécutif pour les négociations communautaires.
- Vote aux élections rendu obligatoire.
- Reconnaissance du vote blanc.
- Introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives.
- Interdiction à tout élu condamné pour des faits de corruption de se représenter à une élection.
- Consultation des français directement par ré-férendum pour toutes les réformes majeures.
- Instauration d'un référendum d'initiative populaire nécessitant un minimum de 2 millions de signatures.
- Suppression des conseils régionaux et maintien des conseils généraux.
- Création d'un pôle public bancaire.

Europe

- Dénonciation des traités européens actuels.
- Proposition aux partenaires européens d'une nouvelle Europe qui rendra aux États-nations leur liberté d'action (suppression de toutes les structures relevant de l'inspiration fédérale anti-démocratique : Cour de Justice, Commission, Banque Centrale Européenne.)
- Mise en place d'« agences de coopération européenne » à la carte, respectueuses des souverainetés nationales.
- Interruption des négociations avec la Turquie.
- Référendum obligatoire pour tous les traités européens.

Immigration

- Mise en œuvre d'une véritable tolérance zéro à l'égard de l'immigra-tion clandestine
- Aide au développement en faveur des pays d'émigration, notamment africains.
- Conditionnement de l'aide au développement des pays pauvres aux efforts qu'ils fourniront pour contrôler leurs frontières.
- Conditionner l'acquisition de la nationalité et l'octroi des titres de séjour ainsi que leur validité au respect des principes républicains.
- Rétablissement du contrôle à nos frontières.

Securite

- Recrutement de 10 000 policiers pour combler intégralement les départs à la retraite qui n'ont pas été remplacés depuis 2007.
- Construction de 20 000 places de prison supplémentaires pour permettre d'appliquer les peines et garantir des conditions d'incarcération décentes.

Ecologie

- Création de pôles de compétitivité dédiés à l'environnement.
- Mise en place de formations universitaires dans le domaine de l'écologie.
- Mise sur pied d'un grand service public du recyclage et des filières de substitution aux hydrocarbures
- Développement de la production de méthanol à partir de la canne à sucre.
- Lancement d'une action d'équipement en photovoltaïque des maisons et des toits de bâtiments commerciaux et industriels.
- Réquisition de Total pour mieux réguler le prix de l'essence et pour qu'une partie de ses bénéfices soit consacrée à la transition énergétique.

Nucléaire

- Fermeture des centrales nucléaires vieillissantes situées dans des zones sismiques.
- Renforcement de la recherche sur les centrales de 4ème génération, plus sûres et plus propres.
- Diminution de la part du nucléaire par un rééquilibrage de notre filière énergétique, en fonction du coût, du respect de l'indépendance nationale, de la sûreté et du respect de l'environnement, en développant les énergies renouvelables (notamment le solaire).
- Fusion d'EDF et de GDF et renationalisation à 100 % pour éviter que la gestion des centrales nucléaires soit confiée au secteur privé.

Defense

- Sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN.
- Maintien de notre budget de défense à 2 % du PIB (hors pensions).
- Politique étrangère fondée sur le respect de l'indépendance et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Etranger

- Promotion de la culture française dans le monde et soutien apporté à la Francophonie.

Sante

- Création de maisons de santé en zone rurale.
- Déremboursement des médicaments inutiles.
- Lutte contre les déserts médicaux.
- Obligation pour chaque médecin d'exercer 2 ans de sa carrière professionnelle dans une zone où l'on manque de professionnels de santé.
- Réforme de la filière dentaire.

Justice

- Suppression des remises de peine automatiques (application au moins des deux tiers des peines).
- Instauration d'une véritable perpétuité légale.
- Renforcement de la lutte contre les mafias qui contrôlent les réseaux de drogue et contre la délinquance financière qui permet de blanchir les bénéfices tirés du trafic.
- Criminalisation des infractions financières les plus graves.
- Permettre l'entrée au Conseil Supérieur de la Magistrature de personnalités extérieures au corps des magistrats.
- Revoir la carte judiciaire pour une meilleure répartition adaptée aux circonscriptions.
- Durcissement des peines pour les délinquants multi-récidivistes.

Retraite

- Augmentation des droits de retraites pour les parents de 3 enfants et plus.

Agriculture

- Restauration des aides directes aux agriculteurs.
- Encadrement des importations pour protéger la production agricole française et la qualité de l'alimentation.
- Rétablissement de prix de soutien minimaux (notamment un prix minimal garanti pour le lait), assortis si besoin de quotas pour éviter les surproductions.
- Réintroduction des prix de soutien afin de permettre aux pêcheurs de vivre de leur travail.
- Mise en place des taxes sur les importations de poissons en fonction des différentiels de coûts salariaux et de normes environnementales.

Autre

- Amélioration de l'intégration des personnes handicapées dans la société et en particulier l'accès des enfants handicapés à la scolarité.
- Revalorisation du métier des auxiliaires de vie qui aident les familles dont un des membres est atteint d'une maladie dégénérative type Alzheimer ainsi que les enfants handicapés.
- Imposition rigoureuse de l'égalité salariale entre hommes et femmes.
- Renforcement de la lutte contre les violences conjugales et toutes les violences faites aux femmes par une application stricte de l'arsenal législatif déjà en place.
- Imposition d'un service universel minimum aux banques, aux fournisseurs d'accès à l'internet.
- Interdiction de la publicité pour le crédit et mise en œuvre d'un meilleur contrôle des pratiques publicitaires.
- Aide à l'accession à la propriété pour 2 millions de ménages par le biais de prêts garantis par l'État.

Plus de détails sur le programme [cliquez ici](#)

[Partager](#) **187**

Le programme des autres partis

CAP21 EELV FN LO Modem MPF MRC NC NPA
PCD PCF PG POI PR PS RS SP UMP

Actualité vidéo: Debout La République

[Vidéos](#) > Debout La République



"Marine Le Pen est une fausse alternative"

Le 25 Mars 2012, Nicolas Dupont Aignan donnait son premier grand meeting de campagne... Le Président de Debout la République sonne la charge contre les grands partis politiques et plus particulièrement... [Voir la vidéo](#)



Election Présidentielle 2012

L'élection présidentielle 2012 est la prochaine échéance électorale majeure en France. L'élection se fait au suffrage universel uninominal direct. Retrouvez l'actualité, les vidéos et sondages... Voir: [Election présidentielle 2012](#)

Le site [sondages-election.com](#) est indépendant et apolitique. Voir: [Mentions légales](#) et [règles de confidentialité](#).
Copyright © 2006-2012 Droits Réservés.